

2 Débats

Réfugiés afghans: le courageomètre à zéro

OPINION

La politique d'asile est un bon indicateur pour évaluer le courage d'un pays et sa disposition à défendre des idéaux de liberté et de droits humains face à la barbarie. Le Conseil fédéral a indiqué la semaine dernière où nous en étions sur cette échelle: à 0. En effet, si notre gouvernement a accepté d'offrir l'asile à 230 personnes de Kaboul en organisant une évacuation délicate sur le terrain, il faut préciser que, sur le plan de l'accueil à moyen terme, ce chiffre sera déduit des contingents déjà décidés auparavant. Autrement dit, cette décision implique que 230 autres réfugiés, qui auraient dû arriver dans notre pays par l'intermédiaire d'un partenariat avec le HCR, ne seront pas accueillis. Un tour de passe-passe pour faire une annonce sans s'engager au-delà de ce qui était déjà prévu.

J'ai lu quelque part qu'à demander un peu mieux que 0, les associations verseraient dans l'émotionnel. Peut-être. C'est vrai qu'il est difficile de rester de marbre face à la prise de pouvoir des talibans, surtout pour nous professionnels de l'asile qui savons pertinemment de quoi ils ont été, ils sont, et ils seront capables en termes de violations de droits humains, de tortures et d'assassinats. Ceci dit, je ne sais pas si c'est par émotion ou par intérêt, mais les voix qui ont appelé à ne pas «répéter les erreurs de 2015» ont oublié certains faits et d'abord, que ces «erreurs» ont sauvé des milliers de vies.

La «vague migratoire» de 2015 a culminé quatre ans après le début du conflit en Syrie, qui a démarré en 2011. Donc faut-il craindre un afflux similaire à celui de 2015 dès ces prochaines semaines à nos frontières? Je n'en suis pas certain. Les réfugiés afghans seront d'abord plus nombreux en Iran et au Pakistan, deux pays qui font face depuis des années à des arrivées bien plus importantes que les pays européens. De plus, en 2015, si ces arrivées plus nombreuses ont généré des



ALDO BRINA
CHARGÉ D'INFORMATION SUR L'ASILE AU CSP

Les gens qui viennent nous voir et qui ont des proches encore en Afghanistan ne sont pas inquiets: ils sont terrifiés

images spectaculaires dans les pays de transit, c'est surtout les pays nordiques et l'Allemagne qui ont été confrontés aux défis de l'accueil. La Suisse, elle, est restée relativement à l'écart de ce tumulte et a fait, à l'encontre des demandeurs d'asile qui parvenaient jusqu'à son territoire, un usage abondant du Règlement Dublin pour les en expulser. Enfin, suite à la chute de Kaboul, les associations appellent à assouplir l'octroi de visas humanitaires. Ce ne sont précisément pas ces visas qui ont provoqué les arrivées par voie terrestre de 2015! Au contraire, ces procédures permettent un minimum de contrôle en amont du voyage, elles offrent des voies de passage sûres et court-circuitent les réseaux de passeurs.

Depuis une semaine, le CSP, comme les autres associations de défense du droit d'asile, est très sollicité. Les gens qui viennent nous voir et qui ont des proches encore en Afghanistan ne sont pas inquiets: ils sont terrifiés. Je pense à cet homme

dont la mère veuve et les quatre sœurs, des jeunes femmes non mariées, sont seules à Kaboul. La demande préavis pour un visa humanitaire reste sans réponse de la part des autorités fédérales. Une autre femme établie en Suisse m'explique au téléphone que la famille de sa sœur est sans nouvelle depuis quelques jours de son beau-frère, qui a été molesté plusieurs fois par des talibans, avant même leur victoire, pour avoir coopéré avec les Américains. Une demande de visa avait été déposée il y a plusieurs mois, sans succès.

Nous n'avons pas d'avions militaires et ne pouvons pas répondre aux demandes désespérées d'évacuation de toutes ces personnes. Nous ne pouvons qu'informer sur les maigres possibilités de venir en Suisse pour celles et ceux qui parviendraient à fuir l'Afghanistan. Pour ceux-ci, nous demandons aux autorités de débloquer au moins le compteur des visas humanitaires, pour que les plus vulnérables puissent rejoindre leurs proches en Suisse. Et, par ailleurs, d'examiner de manière bienveillante les demandes de regroupement familial, même si elles émanent de personnes bénéficiant d'une admission provisoire et donc soumises à un régime strict en la matière.

Il est difficile d'articuler un chiffre du nombre de personnes à accueillir. Peut-être pourrait-on agir avec un peu d'éthique et faire le compte après? La «vague», c'était il y a huit ans. Le nombre de nouvelles demandes d'asile n'a cessé de baisser depuis, et est à son plus bas niveau depuis des décennies. Il y a donc une marge entre le 0 du Conseil fédéral et le sommet de cette courbe. C'est le moment de faire preuve de courage, un courage qui ferait écho à celui de celles et ceux qui manifestent dans les rues des villes afghanes, drapeau national sur le dos, les canons des talibans pointés sur leur torse. ■

Poussé hors de la pièce, l'éléphant attend devant la porte...

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN

Depuis le 26 mai dernier, date de la rupture des négociations avec l'UE, le Conseil fédéral louvoie: il se présente comme un partenaire fiable, à la recherche d'un dialogue politique structuré d'où jaillira la définition d'intérêts communs. Il est prêt à des gestes de bonne volonté, tel le paiement de la contribution au fonds de cohésion qui aurait dû être versée depuis longtemps. Il constate la lente érosion du commerce avec l'UE, qui ne représente plus «que» la moitié de nos échanges dans le monde. Il veut pouvoir parler avec les Etats membres et ni la seule Commission parce qu'entre politiciens on devrait mieux se comprendre, n'est-ce pas. Mais c'est du pipeau.

En fait la Suisse n'est plus considérée comme un partenaire fiable en Europe: en 1992, elle a rejeté le traité sur l'Espace économique européen, pourtant taillé à sa mesure. En 2001, alors que trois des partis gouvernementaux soutenaient la ligne du Conseil fédéral favorable à l'adhésion à l'Union européenne, le peuple a dit non à l'initiative «des Jeunes» demandant l'ouverture de négociations. Enfin il y a quatre mois le Conseil fédéral a mis fin abruptement et unilatéralement à la mise au point d'un traité institutionnel avec des arguments qui relèvent du mensonge d'Etat: la Suisse ayant soi-disant accepté tout ce qu'on lui demandait au début de la négociation, elle exigeait que l'Union lui fasse maintenant à son tour toutes les concessions qu'elle réclamait, faute de quoi elle romprait l'exercice. Cette posture camouflait mal des considérations de politique intérieure.

«Après ces trois expériences négatives successives, la Suisse devra user de beaucoup de persuasion pour convaincre l'Union de reprendre une quelconque négociation avec elle si elle ne donne pas simultanément des gages sérieux de sa volonté d'aboutir», me disait récemment le représentant d'un Etat membre en poste à Berne. Beaucoup de groupes de travail et de lobbies ont produit des documents cet été pour tenter de définir ce que devrait être les relations avec l'UE, débarrassées de ce fichu accord institutionnel. Le Conseil fédéral lui-même prend son temps, multiplie les visites aux Etats membres de l'UE et même à Bruxelles, pousse au paiement de la dette, veut à tout prix créer un climat de normalité. Il se garde bien cependant de formuler un texte clair à proposer à l'UE, assorti d'un plan d'action pour gagner les partis politiques, les milieux économiques, le peuple et les cantons à ses vues sur la nécessité d'un accord.

Mais ce n'est pas parce qu'on a poussé hors de la pièce l'éléphant qu'il a disparu: il attend devant la porte. Michael Ambühl, ancien secrétaire d'Etat, qui enseigne l'art et la science de négocier à l'EPFZ, pourtant adversaire résolu du défunt traité institutionnel, estime que la Suisse doit se hâter de prendre l'initiative et accepter de reprendre le droit communautaire pertinent ainsi que des mécanismes de règlement des différends. Mais au lieu d'inscrire ces éléments dans un traité, il conviendrait selon lui de les glisser dans un nouvel accord d'accès au marché portant sur l'électricité et la santé pour rendre le tout plus acceptable à la Suisse. En fait cette démarche a déjà été tentée en 2012 par le conseiller fédéral Didier Burkhalter. Elle a été aussitôt sèchement rejetée par la Commission, qui fait de l'accord institutionnel un préalable à tout nouvel accord économique.

Ni la Commission ni les Etats membres ne vont modifier leur position sur les relations avec la Suisse telle qu'ils la martèlent depuis 2008: corriger les dysfonctionnements de la libre circulation, augmenter la sécurité juridique des opérateurs économiques dans les parties communes du marché intérieur, reprise dynamique du droit communautaire et mécanisme de règlement des différends garantissant l'application uniforme du droit européen. Au lieu de perdre notre énergie dans des gadgets alternatifs, mettons-la à affronter les véritables problèmes: on finira bien par devoir reprendre la négociation là où on l'a laissée. ■

SUR LES BLOGS

En Australie, les aborigènes aussi...

«Les révélations au sujet des enfants «disparus» dans les institutions religieuses au Canada ont poussé le premier ministre australien Scott Morrison à annoncer le versement de 47000 euros à environ 30000 aborigènes arrachés à leur famille lorsqu'ils étaient enfants», écrit sur son blog Christine von Garnier, sociologue et journaliste.

www.letemps.ch/blogs

Les bonnes consciences de gauche à l'épreuve de l'Afghanistan

OPINION

Le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan est une catastrophe pour la population indigène et un affront pour la politique étrangère occidentale. C'est un terrible gâchis humanitaire et politique. Ses conséquences, notamment pour la sécurité des citoyennes et citoyens dans les sociétés occidentales, pourraient être lourdes. Que doit faire la Suisse sur le plan humanitaire et sur le plan politique pour offrir son aide tout en évitant d'exposer les Suissesses et les Suisses à de nouveaux périls sécuritaires?

Sur le plan humanitaire, il ne faut pas céder aux appels à la bonne conscience que les élus et mouvements de gauche n'ont pas manqué de faire ces dernières semaines. Ils veulent créer des «couloirs humanitaires» pour accueillir aussi vite que possible des milliers et des milliers de réfugiés en Suisse dans une sorte de mise au enchères: c'est à celui qui criera le plus grand nombre!

Cette politique serait une immense erreur. Tout d'abord, il est regrettable de constater que les dérives engendrées en 2015 par la «Willkommenskultur» allemande n'ont abouti à aucune remise en question des dogmes de gauche. La politique d'accueil effrénée donnait bonne conscience à celles et ceux qui, en Suisse et en Europe, étaient aveuglément persuadés que le reste de l'humanité ne rêvait et ne rêve encore que de vivre dans nos sociétés postmodernes occidentales. Ne permettons pas aux politiciens de gauche d'instrumentaliser des réfugiés pour donner bonne conscience à leurs électeurs.



KEVIN GRANGIER
PRÉSIDENT DE L'UDC DU CANTON DE VAUD

Ensuite, il ne faut pas sous-estimer les nombreux problèmes que les réfugiés importeront avec eux. Outre le terrorisme, qui est la menace la plus dangereuse, les problèmes d'intégration, de modes de vie, d'islamisation ou les règlements de comptes entre diasporas engendreront d'immenses défis sécuritaires, scolaires, sociaux et financiers. Les élus et élus de tous les partis doivent mener des politiques qui garantissent la sécurité des Suissesses et des Suisses et non pas jouer avec la sécurité des gens en espérant simplement que tout ira bien.

En conclusion sur le plan humanitaire, la Suisse ne doit envisager que la possibilité d'œuvrer sur place, dans des territoires hors de portée des talibans. Cette solution de proximité déplaît assurément aux bonnes consciences de la gauche suisse, mais elle assure un ancrage culturel, linguistique et climatique aux réfugiés. Ces derniers ne sont pas désacclimatés, ni arrachés à leur culture et à leur langue pour tomber dans le piège des bureaucraties une fois arrivés

en Europe. Contrairement aux «couloirs humanitaires», l'aide offerte sur place n'est pas une aberration humaine, sociale, économique, sécuritaire et climatique.

Sur le plan politique, il faut saluer la rapide annonce du Conseil fédéral qui propose les bons offices de la Suisse. La crédibilité qui permet à la Suisse de proposer ses bons offices et de jouer un rôle central pour la paix est pourtant menacée par celles et ceux qui, en Suisse, tentent de faire élire notre pays au Conseil de sécurité de l'ONU!

Ce conseil décide des guerres et des embargos dans le monde. Comment la Suisse pourrait-elle demeurer crédible aux yeux de tous dans son rôle de médiation si elle prend part aux débats et aux votes de ce conseil? De nombreux élus en Suisse militent, à tort, pour que notre pays soit admis au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. N'en déplaise aux bonnes consciences de gauche, la Suisse et sa neutralité universellement reconnue ont tellement plus à offrir au monde et à la paix en garantissant les bons offices plutôt qu'en devant emboîter le pas aux Américains au Conseil de sécurité de l'ONU.

En conclusion, rappelons que notre neutralité est un instrument politique important qui permet non seulement à la Suisse de se préserver contre l'insécurité et le terrorisme, mais qui permet aussi de jouer un rôle humanitaire déterminant et reconnu par tous les belligérants dans les zones de guerre. ■